ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 12 octobre 1988, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 8 juillet 1977 fixant le statut du personnel de la Régie des Télégraphes et des Téléphones", a donné le 20 mars 1989 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 12 oktober 1988 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 juli 1977 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de Regie van Telegrafie en Telefonie", heeft op 20 maart 1989 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Il conviendrait de viser au préambule l'arrêt du Conseil d'Etat du 14 février 1984, dans un alinéa à intercaler entre les alinéas 2 et 3, rédigé comme suit :

"Vu l'arrêt n° 23.968 du 14 février 1984 du Conseil d'Etat, annulant les articles 9, alinéa 2, 2°, 21, alinéa 3, 24, 31, 42, § 2, 48, alinéa 4, 54, 68, 69 et 85 de l'arrêté royal du 8 juillet 1977;".

DISPOSITIF.

OBSERVATION GENERALE DE FORME.

Le liminaire des articles 2, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 15, 16 et 24 est rédigé comme suit : "Un article ... rédigé comme suit est inséré à la place de l'ancien article ... dans le même arrêté ...".

Cette formule est celle qui est habituellement employée pour introduire un article à insérer à la place d'un article annulé par le Conseil d'Etat (formule 63 du traité de légistique formelle). Mais, en l'espèce, elle n'est pas adéquate, étant donné que les nouveaux textes sont, pour la plupart, identiques aux textes "remplacés". Il serait, dès lors, préférable d'user d'une formule inspirée de la formule 62 du traité précité qui serait : "L'article ... du même arrêté, annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat du 14 février 1984, est rétabli dans la rédaction suivante : ...".

Article 3.

Dans la phrase liminaire, les mots "y inséré par l'arrêté royal du 18 janvier 1984" doivent être omis.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire "zijn gerechtigd tot een opzegging ..." au lieu de "hebben recht op een vooropzeg ...".

Dans un souci de concordance avec la terminologie de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, il y a lieu, à l'alinéa 3 du texte en projet, de remplacer les mots "contrat de louage de travail" par les mots "contrat de travail".

La même observation vaut pour l'article 4 du projet.

L'alinéa 4 du texte en projet est rédigé comme suit :

"Ils peuvent être affectés dans un emploi qui correspond à leurs aptitudes physiques".

Ce texte est ambigu. En effet, il peut s'interpréter dans le sens que les agents sont affectés momentanément dans un emploi correspondant à leurs aptitudes physiques en attendant que le préavis de licenciement vienne à expiration. Le texte peut aussi revêtir un autre sens : les agents faisant l'objet d'une mesure de licenciement pourraient voir rapporter ce licenciement dans la mesure où ils seraient affectés à une place correspondant à leurs aptitudes physiques.

Cette ambiguïté doit être levée.

.../...

Article 5.

Sous la réserve de l'observation générale de forme qui précède, il faut écrire, dans le liminaire, "article 21, alinéa 3".

Article 7.

1. Le Conseil d'Etat attire l'attention des auteurs du projet sur le fait qu'en ce qui concerne les agents de l'Etat, notamment la réprimande a été supprimée de la liste des peines fixées par l'article 77 du statut des agents de l'Etat.

2. Le début de l'article 31 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Les peines disciplinaires énumérées à l'article 30, 1°, 2° et 3°, sont ...".

3. Dans la deuxième phrase de l'article 31 en projet, mieux vaudrait écrire :

"Toutefois, lorsque la chambre de recours a donné un avis favorable à l'agent poursuivi disciplinairement, la décision ...".

.../...

Article 10.

Sous la réserve de l'observation générale de forme qui précède, il faut écrire, dans le liminaire, "article 48, alinéa 4".

D'autre part, à la fin de l'alinéa en projet, il y a lieu d'écrire : "... ou d'autres organismes d'intérêt public dépendant de l'Etat".

Article 12.

Dans l'article 56bis en projet, l'emploi du terme "hiérarchies" appelle une observation.

Comme le Conseil d'Etat l'a déjà observé dans son avis L. 11.909/2 du 12 novembre 1973 :

> "Il semble que la notion de "hiérarchie" doive être rapprochée, à la fois de la notion de barrière à l'avancement et de celle de grade donnant accès à un autre grade, auxquelles se réfère le régime d'avancement des agents de l'Etat".

Le mot "hiérarchies" a sans doute été utilisé pour viser d'autres hypothèses encore.

Cette notion doit être définie.

Les auteurs du projet pourraient utilement s'inspirer des articles 28 et 35 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat.

.../...

Article 13.

L'article appelle les observations suivantes :

1. L'article 21, § 2, alinéa 2, de la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, modifiée par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967, n'autorise pas le Ministre qui gère la Régie à déléguer le pouvoir de prendre les règlements d'exécution du statut fixé par le Roi; les mots "ou son délégué" sont donc à supprimer.

2. Les mots "d'ordre" après "règlement" n'ajoutent rien au sens de la phrase et sont donc à supprimer.

3. Les mots "et veille à son application" doivent être omis en raison de la suppression des mots "ou son délégué".

Article 15.

L'article 68 de l'arrêté royal du 8 juillet 1977 qui a été annulé par le Conseil d'Etat, comportait un 1° qui prévoyait la promotion aux grades du rang 11 des agents titulaires d'un grade de rang 10 ayant une ancienneté de quatre ans dans ce grade.

Ce 1° a disparu du nouvel article 68 en projet qui ne prévoit plus que la promotion au rang 11 d'agents titulaires d'un grade de rang 24 ou de rang 25.

.../...

Il résulte des renseignements et des documents fournis par le délégué du Ministre que l'avancement des agents titulaires d'un grade de rang 10 est régi par des règles particulières qui ne sont d'ailleurs pas les mêmes pour tous les grades de ce rang.

Les grades de rang 10 sont au nombre de cinq à la Régie des télégraphes et des téléphones : architecte, ingénieur, ingénieur-architecte, ingénieur industriel et secrétaire d'administration.

Il résulte des explications données au Conseil d'Etat que :

1° la promotion des agents titulaires de certains grades de rang 10, soit ceux d'architecte, d'ingénieur industriel et de secrétaire d'administration, à un grade de rang 11 est réglée par des arrêtés royaux particuliers. La promotion des mêmes agents du rang 11 au rang 12 serait régie par l'article 67 de l'arrêté royal du 8 juillet 1977.

2° la promotion des agents titulaires des grades de rang 10 d'ingénieur et d'ingénieur-architecte au rang 12 est régie par l'arrêté ministériel du 16 septembre 1965. La règle établie par l'article 2, § 1er, de ce dernier arrêté déroge à l'article 67 de l'arrêté royal du 8 juillet 1977. Selon le délégué du Ministre, ce serait dans l'article 58 que le Ministre trouverait le pouvoir d'édicter de telles règles. Mais l'article 58 autorise le Ministre à déroger à la règle selon laquelle une promotion ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance d'un emploi permanent du grade à conférer ; il ne l'autorise pas à déroger à d'autres règles de promotion et notamment à celles de l'article 67.

.../...

Il conviendrait donc d'ajouter à l'article 67 un second alinéa autorisant cette dérogation. Il est proposé d'insérer dans le projet d'arrêté un article 15 rédigé comme suit :

"Article 15.-

L'article 67 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

"Par dérogation à l'alinéa 1er, les agents titulaires de certains grades de rang 10 désignés par le Ministre, qui comptent quatre ans d'ancienneté de grade sont nommés à un grade de rang 12 pour autant qu'ils aient le signalement "bon"."

L'article 15 du projet n'appelle pas d'autre observation.

L'article 15 devient l'article 16.

Article 20 (devenant l'article 21).

Il résulte des explications fournies par le délégué du Ministre que la procédure d'attribution des emplois décrite par l'article 70, § 3, actuel n'est en fait pas appliquée pour la collation des emplois des grades des rangs 12 et 11. Pour ces emplois, il n'y a pas d'appel aux candidats.

Dès qu'un agent réunit les conditions requises pour être promu à un grade de rang 11 ou à un grade de rang 12, il remplit un formulaire "ad hoc". Une liste per-

manente des candidats à une promotion est établie sur la base de ces formulaires. De même, les agents désireux d'obtenir une mutation ou un changement de grade remplissent un formulaire approprié et une liste permanente des candidats à une mutation ou à un changement de grade est établie. Quand des emplois de rang 11 ou 12 sont vacants, le conseil d'administration établit une proposition de nomination par mutation, changement de grade ou promotion et la soumet aux candidats qui peuvent introduire une réclamation.

L'arrêté en projet entend légaliser cette pratique, mais il le fait de façon incomplète. Il ne maintient l'obligation de publier les vacances d'emploi que pour les emplois des rangs 16 à 13 (article 17 modifiant l'article 70) et pour le seul emploi existant du rang 17 (article 18 modifiant l'article 71) et la supprime pour les emplois des rangs 12 et 11 (articles 19 et 20 insérant de nouveaux articles 71bis et 71ter dans l'arrêté royal du 8 juillet 1977). Mais il n'est fait mention dans aucune disposition du projet ni des formulaires à remplir par les agents candidats à des emplois de rang 11, ni du classement établi d'après ces formulaires. Le nouvel article 71ter devrait donc être complété sur ce point.

Article 23 (devenant l'article 24).

Dans l'article 76, alinéa 3, en projet, pour une meilleure lisibilité du texte, il conviendrait de remplacer les mots "sans préjudice pour les nominations au premier niveau des articles ..." par les mots "sans préjudice, pour les nominations au premier niveau, de l'application des modalités prévues aux articles ...".

.../...

Articles 24 et 25 (devenant l'article 25).

Il convient de fusionner les articles 24 et 25 en un seul article rédigé comme suit :

"Article 25.-

L'article 85 du même arrêté, annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat du 14 février 1984, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 85. La vérification des aptitudes physiques des candidats aux emplois de la Régie et des agents de la Régie est faite par l'Office médico-social de l'Etat selon la procédure prévue par Nous".

Article 26 (devenant l'article 27).

Le Conseil d'Etat observe que l'article 26 prévoit, notamment pour l'article 11 du projet, une rétroactivité au 1er novembre 1977. Le Conseil d'Etat attire l'attention des auteurs du projet sur le fait que cette rétroactivité ne peut être tolérée que si elle ne porte pas atteinte à des droits acquis.

Article 28 (devenant l'article 26).

La disposition contenue à l'article 24 du projet, a trait à un régime provisoire. En effet, dans le régime

.../...

définitif prévu à l'article 25 du projet, une procédure particulière (différente de celle qui est prévue pour les agents de l'Etat) sera instituée pour la vérification des aptitudes des candidats aux emplois de la Régie et aux agents de celle-ci.

Selon l'article 28 du projet, ce régime définitif "entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des agents recrutés à la Régie des télégraphes et des téléphones".

A la suite de la fusion des articles 24 et 25 du projet, il convient de remplacer l'article 28 du projet par une disposition transitoire prévoyant que la procédure de vérification des aptitudes physiques, prévue pour les agents de l'Etat, reste applicable en attendant que le régime définitif entre en vigueur.

Selon les règles de légistique, les dispositions transitoires doivent précéder les dispositions relatives à l'entrée en vigueur. Dès lors, l'article 28 du projet doit figurer après l'article 25 du projet.

La rédaction suivante est proposée, qui est plus précise :

"Article 26.-

La procédure de vérification des aptitudes physiques, prévue pour les agents de l'Etat, reste applicable aux candidats et agents, visés à l'article 85, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté royal relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des agents recrutés à la Régie des télégraphes et des téléphones".

L'article 27 doit être numéroté 28.

AANHEF.

In de aanhef zou mede verwezen moeten worden naar het arrest van de Raad van State van 14 februari 1984, in een lid dat tussen het tweede en het derde lid zou komen met de volgende lezing :

"Gelet op het arrest nr. 23.968 van 14 februari 1984 van de Raad van State, waarbij de artikelen 9, tweede lid, 2°, 21, derde lid, 24, 31, 42, § 2, 48, vierde lid, 54, 68, 69 en 85 van het koninklijk besluit van 8 juli 1977 vernietigd worden;".

BEPALEND GEDEELTE.

ALGEMENE OPMERKING BETREFFENDE DE VORM.

De inleidende volzin van de artikelen 2, 5, 6, 7, 8, 10 en 11, 15, 16 en 24 is als volgt geredigeerd : "Een artikel ... luidend als volgt, komt in de plaats van het oude artikel ... van hetzelfde besluit ...".

Dat is inderdaad de gebruikelijke formule voor het inleiden van een artikel dat in de plaats komt van een door de Raad van State vernietigd artikel (formule 63 van de Handleiding bij de Wetgevingstechniek). In het onderhavige geval is zij echter niet deugdelijk nu de nieuwe teksten merendeels volkomen dezelfde zijn als die welke worden "vervangen". Het zou dan ook verkieslijk zijn te werken met een formule die aansluit bij de formule 62 van de voornoemde handleiding. Dat zou zijn : "Artikel ... van hetzelfde besluit, vernietigd bij arrest van de Raad van State van 14 februari 1984, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing : ...".

.../...

Artikel 3.

In de inleidende volzin dienen de woorden "ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 januari 1984," te vervallen.

In de Nederlandse tekst van het tweede lid, schrijve men "zijn gerechtigd tot een opzegging ..." in plaats van "hebben recht op een vooropzeg ...".

Ter wille van de terminologische overeenstemming met de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, vervange men in het derde lid van de Franse tekst de woorden "contrat de louage de travail" door de woorden "contrat de travail".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 4 van het ontwerp.

Het vierde lid van de ontworpen tekst is als volgt geformuleerd :

"Zij kunnen aangewezen worden voor een betrekking die beantwoordt aan hun lichamelijke geschiktheid".

Die tekst is dubbelzinnig. Hij kan namelijk zo worden uitgelegd dat de ambtenaren tijdelijk aangewezen worden voor een betrekking die overeenkomt met hun lichamelijke geschiktheid in afwachting dat de opzeggingstermijn afloopt. Maar hij kan ook een andere betekenis hebben : de ambtenaren die worden afgedankt, zouden die afdanking ingetrokken kunnen zien in de mate dat zij aangewezen zouden worden voor een betrekking welke met hun lichamelijke geschiktheid overeenkomt.

Die dubbelzinnigheid moet worden weggewerkt.

.../...

Artikel 5.

Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte algemene opmerking, zou in de inleidende volzin moeten worden geschreven : "artikel 21, derde lid".

Artikel 7.

1. De Raad van State moge de stellers van het ontwerp erop attenderen dat ten aanzien van het rijkspersoneel onder meer de berisping geschrapt is uit de lijst van de straffen bepaald in artikel 77 van het statuut van het rijkspersoneel.

2. Het ontworpen artikel 31 zou beter als volgt beginnen :

"De tuchtstraffen opgenoemd in artikel 30, 1°, 2° en 3°, worden ...".

3. In de tweede volzin van artikel 3 zou beter staan :

"Heeft de raad van beroep evenwel een advies uitgebracht dat gunstig is voor de tuchtrechtelijk vervolgde ambtenaar, dan wordt de beslissing ...".

.../...

Artikel 10.

Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte algemene opmerking moet in de inleidende volzin worden gelezen : "artikel 48, vierde lid".

Bovendien moet aan het slot van het ontworpen lid geschreven worden : "... of van andere, onder de Staat ressorterende instellingen van openbaar nut".

Artikel 12.

In het ontworpen artikel 56bis, is een opmerking te maken bij het gebruik van het woord "hiërarchieën".

De Raad van State merkte in zijn advies L. 11.909/2 van 12 november 1973 reeds op :

> "Het begrip "hiërarchie" schijnt in verband te moeten worden gebracht én met het begrip "afsluiting inzake bevordering" én met dat van "graad die toegang geeft tot een andere graad", welke begrippen worden gehanteerd in de bevorderingsregeling voor het rijkspersoneel";

Het woord "hiërarchieën" is wellicht ter aanduiding van nog andere gevallen gebruikt.

Het begrip behoort te worden gedefinieerd.

De stellers van het ontwerp zouden hier met goed gevolg aansluiting kunnen zoeken bij de artikelen 28 en 35 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel.

.../...

Artikel 13.

Bij dit artikel is het volgende op te merken :

1. Artikel 21, § 2, tweede lid, van de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van telegrafie en telefonie, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 91 van 11 november 1967, staat de Minister die de Regie onder zijn beheer heeft, niet toe zijn bevoegdheid tot het vaststellen van de verordeningen ter uitvoering van het door de Koning bepaalde statuut over te dragen; de woorden "of zijn gemachtigde" moeten derhalve vervallen.

2. De woorden "van orde" na het woord "reglement" voegen niets toe aan de betekenis van de volzin en moeten dus worden geschrapt.

3. Nu de woorden "of zijn gemachtigde" vervallen, moeten ook de woorden "en de toepassing" weggelaten worden.

Artikel 15.

Artikel 68 van het koninklijk besluit van 8 juli 1977 dat door de Raad van State is vernietigd, bevatte een 1° dat voorzag in de bevordering tot de graden van de rang 11 voor ambtenaren bekleed met een graad van rang 10 en met vier jaar anciënniteit in die graad.

Dat 1° komt niet meer voor in het nieuwe ontworpen artikel 68, dat alleen nog voorziet in de bevordering tot rang 11 voor ambtenaren bekleed met een graad van rang 24 of 25.

.../...

Blijkens de inlichtingen en de stukken verschaft door de gemachtigde van de Minister gelden voor de bevordering van ambtenaren met een graad van rang 10 bijzondere regels die trouwens niet dezelfde zijn voor alle graden van die rang.

De graden van rang 10 zijn bij de Regie ten getale van vijf : architect, ingenieur, ingenieur-architect, industrieel ingenieur en bestuurssecretaris.

Uit de aan de Raad van State verstrekte uitleg blijkt :

1° dat de bevordering van de ambtenaren met bepaalde graden van rang 10, namelijk de graden architect, industrieel ingenieur en bestuurssecretaris, tot een graad van rang 11 geregeld is door bijzondere koninklijke besluiten. De bevordering van dezelfde ambtenaren van rang 11 tot rang 12 zou geregeld zijn door artikel 67 van het koninklijk besluit van 8 juli 1977.

2° dat de bevordering tot rang 12 van ambtenaren bekleed met de tot rang 10 behorende graden van ingenieur en ingenieur-architect geregeld is door het ministerieel besluit van 16 september 1965. De in artikel 2, § 1, van laatst genoemd besluit gestelde regel wijkt af van artikel 67 van het koninklijk besluit van 8 juli 1977. Volgens de gemachtigde van de Minister zou het aan artikel 58 zijn dat de Minister de bevoegdheid ontleent om zulke regels vast te stellen. Maar artikel 58 staat de Minister toe af te wijken van de regel volgens welke een bevordering niet kan geschieden dan bij vacature van een vaste betrekking van de toe te kennen graad; het machtigt hem niet om af te wijken van andere regels ter zake van bevordering, inzonderheid die van artikel 67.

.../...

Aan artikel 67 zou dan ook een tweede lid moeten worden toegevoegd waarin machtiging tot die afwijking wordt verleend. Voorgesteld wordt in het ontworpen besluit een artikel 15 op te nemen als volgt :

"Artikel 15.-

Artikel 67 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

"In afwijking van het eerste lid, worden de ambtenaren die bekleed zijn met bepaalde, door de Minister aan te wijzen graden van rang 10 en die vier jaar graadanciënniteit bezitten, tot een graad van rang 12 benoemd mits zij de beoordeling "goed" hebben behaald.

Verdere opmerkingen bij artikel 15 van het ontwerp zijn niet te maken.

Artikel 15 wordt dan artikel 16.

Artikel 20 (dat artikel 21 wordt).

Uit de door de gemachtigde van de Minister verstrekte uitleg blijkt dat de procedure voor de toekenning van betrekkingen, zoals die omschreven is in het huidige artikel 70, § 3, feitelijk niet toegepast wordt voor het verlenen van betrekkingen van de graden van rang 12 en rang 11. Voor die betrekkingen is er geen oproep tot kandidaten.

Zodra een ambtenaar voldoet aan de voorwaarden voor bevordering tot een graad van rang 11 of tot een graad van rang 12, vult hij een formulier "ad hoc" in. Aan de hand van die formulieren wordt dan een doorlopende lijst

van de kandidaten voor een bevordering opgemaakt. De ambtenaren die een mutatie of een verandering van graad wensen te verkrijgen, vullen evenzo een daartoe bestemd formulier in en ook hier wordt een doorlopende lijst van de kandidaten voor een mutatie of een verandering van graad aangelegd. Als betrekkingen van rang 11 of 12 vacant zijn, maakt de raad van beheer een voorstel tot benoeming bij wege van mutatie, verandering van graad of bevordering op en legt hij het voor aan de kandidaten, die bezwaar kunnen indienen.

Het ontworpen besluit wil die handelswijze legaliseren maar het doet dat slechts onvolledig. Het behoudt de verplichte bekendmaking van de vacatures enkel voor betrekkingen van de rangen 16 tot 13 (artikel 17, dat artikel 70 wijzigt) en voor de ene betrekking van rang 17 (artikel 18, dat artikel 71 wijzigt) en het heft die verplichting op voor de betrekkingen van de rangen 12 en 11 (de artikelen 19 en 20, die in het koninklijk besluit van 8 juli 1977 een nieuw artikel 71bis en een nieuw artikel 71ter invoegen). Maar het ontwerp maakt nergens gewag van de door kandidaten voor betrekkingen van rang 11 in te vullen formulieren en ook niet van de aan de hand van die formulieren aan te leggen rangschikking. Het nieuwe artikel 71ter behoeft op dat punt dan ook aanvulling.

Artikel 23 (dat artikel 24 wordt).

In het ontworpen derde lid van artikel 76 zou het ter wille van de leesbaarheid goed zijn de woorden "onverminderd voor de benoemingen in niveau 1 de artikelen ..." te vervangen door "onverminderd de toepassing voor benoemingen in niveau 1, van de nadere regels bepaald in de artikelen ...".

.../...

Artikelen 24 en 25 (die artikel 25 worden).

De artikelen 24 en 25 zouden samengevoegd moeten worden tot één artikel met de volgende lezing :

"Artikel 25.-

Artikel 85 van hetzelfde besluit, vernietigd bij arrest van de Raad van State van 14 februari 1984, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

"Artikel 85. Het onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid van de kandidaten voor betrekkingen bij de Regie en van de ambtenaren van de Regie wordt verricht door de Sociaal-medische Rijksdienst volgens de door Ons bepaalde procedure".

Artikel 26 (dat artikel 27 wordt).

De Raad van State merkt op dat artikel 26 onder meer artikel 11 van het ontwerp doet terugwerken tot 1 november 1977. Hij maakt de stellers van het ontwerp erop attent dat zulk een terugwerking slechts gedoogd kan worden als zij geen afbreuk doet aan verkregen rechten.

Artikel 28 (dat artikel 26 wordt).

De bepaling vervat in artikel 24 van het ontwerp heeft betrekking op een overgangsregeling. In de definitieve regeling bedoeld in artikel 25 van het ontwerp, zal er immers een bijzondere procedure (verschillend van de voor het rijkspersoneel geldende procedure) zijn voor het

.../...

onderzoek naar de geschiktheid van de kandidaten voor betrekkingen bij de Regie en voor dezer ambtenaren.

Luidens artikel 28 van het ontwerp treedt de definitieve regeling "in werking de dag van inwerkingtreding van het koninklijk besluit betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist van de door de Regie van Telegrafie en Telefonie aangeworven ambtenaren".

De samenvoeging van de artikelen 24 en 25 van het ontwerp brengt mee dat artikel 28 van het ontwerp vervangen moet worden door een overgangsbepaling volgens welke de voor het rijkspersoneel bepaalde procedure van onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid blijft gelden in afwachting dat de definitieve regeling van kracht wordt.

Wetgevingtechnisch moeten de overgangsbepalingen vóór de bepalingen betreffende de inwerkingtreding komen. Artikel 28 van het ontwerp moet dus vlak na artikel 25 van het ontwerp staan.

De volgende, duidelijker lezing wordt in overweging gegeven :

"Artikel 26.-

De voor het rijkspersoneel bepaalde procedure van onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid blijft op de in artikel 85 bedoelde kandidaten en ambtenaren toepasselijk totdat het koninklijk besluit betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist van de door de Regie van telegrafie en telefonie aangeworven ambtenaren in werking is getreden".

Artikel 27 moet vernummerd worden tot artikel 28.

La chambre était composée de

Messieurs : P. FINCOEUR, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. FINCOEUR.